

**Discours de Son Excellence Monsieur AZALI Assoumani
Président de l'Union des Comores**

**A l'occasion de la Réunion Internationale de Revue de la
mise en oeuvre du Programme d'Action pour le
Développement Durable des Petits Etats Insulaires en
Développement (PIED)**

Port-Louis — Maurice
10 — 14 janvier 2005

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies
Excellences,
Mesdames et Messieurs

C'est un immense privilège de pouvoir m'adresser, aujourd'hui, aux représentants des Petits Etats Insulaires en Développement (PEID) et des autres nations du monde, réunis pour examiner la mise en oeuvre du programme de la Barbade.

Ce sommet constitue d'abord des retrouvailles entre nations, unies par un destin commun et une occasion qui doit nous permettre de mesurer le chemin parcouru afin de projeter notre action pour les années à venir.

Permettez-moi tout d'abord, au nom de ma délégation, d'adresser nos sincères remerciements au Gouvernement et au peuple frère de la République de Maurice, pour avoir accepté d'héberger les travaux de cette Réunion Internationale.

Nous les remercions également pour l'accueil chaleureux et très fraternel qui nous a été réservé dans la belle ville de Port Louis, et pour les dispositions prises pour garantir le bon déroulement des travaux de cette réunion historique.

Monsieur le Président,

Cette réunion, que l'Assemblée Générale des Nations Unies a appelé de ses vœux dès 2002, était prévue de longue date en vue de se pencher sur l'évaluation des actions menées pour favoriser la réussite de la mise en oeuvre du Plan d'action de Barbade et faire les recommandations appropriées pour appuyer le développement durable de Petits Etats Insulaires en développement.

Les graves menaces auxquelles nos Nations doivent faire face telles que les changements climatiques, l'élévation du niveau de la mer, les catastrophes naturelles et écologiques ainsi que les autres grands défis que nous devons relever ensemble, figurent en bonne place dans notre ordre du jour.

Hélas, la nature, à sa manière, est venue tragiquement nous rappeler à son ordre.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs

La catastrophe et les événements survenus ces dernières semaines en Asie du Sud et dans l'Océan Indien suite au tremblement de terre sous-marin et aux raz de marées meurtriers qui ont littéralement balayé des villes et villages, entraînant des centaines de morts ou disparus et des dégâts matériels considérables.

A ces pays et ces peuples durement éprouvés et qui ont payé un si lourd tribut dans cette catastrophe mondiale, je voudrais adresser toute notre solidarité et notre sympathie.

Je tiens à saluer l'élan de solidarité internationale, en faveur des victimes de cette tragédie et des pays qui font face avec courage et dignité, à cette si lourde épreuve.

Cet élan de générosité n'aura sa véritable signification que si elle se prolonge et reste constance. Il doit dépasser l'émotion légitime du moment.

Nous invitons cette assise et toutes celles consacrées aux phénomènes des catastrophes naturelles, à prendre en compte la nécessité de cette action continue dans leurs analyses, études et perspectives, pour une meilleure prévention et gestion des aléas de l'environnement.

Car les pays concernés ne sortiront de cette épreuve qu'après de longues années. Ces pays ont besoin de se reconstruire et repartir de l'avant.

L'Union des Comores est heureuse que l'Organisation des Nations Unies ait pris la place qui lui convient dans la conduite de l'action humanitaire internationale. Je rends hommage à Son Excellence Monsieur Koffi Annan, Secrétaire Général de l'ONU pour son engagement au profit de cette cause qui concerne l'humanité toute entière.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Cette catastrophe s'inscrit au coeur même de nos préoccupations. Elle vient nous rappeler combien sont vulnérables, les Petits Etats Insulaires face aux défis persistants et aux problèmes émergents.

L'appel de nombreuses personnalités, notamment du Représentant Permanent de la République de Maurice auprès des Nations Unies, pour la mise en place d'un système de surveillance et d'alerte dans l'Océan Indien afin de prévenir les catastrophes naturelles, reçoit mon adhésion.

Un tel système viendrait compléter la formation nécessaire et l'information du public pour que les comportements des populations riveraines des zones à risque, contribuent à prévenir et réduire les pertes en vie humaines.

Des ouragans ravagent annuellement nos petits Etats. Les pays de l'Océan Indien ont été touchés de plein fouet et à plusieurs reprises par les cyclones. Nous avons en mémoire la tragédie du navire comorien le Samson qui a fait naufrage à quelques miles des côtes malgaches entraînant la mort des membres de l'équipage et de près d'une centaine de mes compatriotes.

Bien des vies humaines seraient épargnées et de dégâts matériels évités si les alertes pouvaient être données à temps et en heure et les secours déployés le plus tôt possible.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Les besoins sécuritaires sont venus de surcroît grever nos maigres ressources. Le tourisme sur lequel repose l'économie de beaucoup de nos Etats Insulaires a été affecté par l'insécurité grandissante dans le monde et les menaces du terrorisme international. Or la relance des industries touristiques, aujourd'hui plus que jamais en perte de vitesse,

passer par de meilleures mesures de sécurité dans nos pays, nos ports et aéroports en particulier, pour nos populations et nos visiteurs.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs

La plupart de nos États sont tributaires des exportations agricoles, forestières ou halieutiques. Pour citer l'exemple de mon pays, la seule mévente de la vanille en 2004 a pu replonger dans la misère les agriculteurs, les préparateurs et les exportateurs qui lors des dernières campagnes avaient vu leur sort s'améliorer. L'État, pour sa part, a vu ses recettes diminuer en conséquence de façon drastique.

Cette vulnérabilité et cette dépendance vis-à-vis des échanges internationaux appellent à une diversification de nos systèmes agricoles et à un appui aux Petits États Insulaires en Développement pour qu'ils puissent s'adapter au nouveau contexte du commerce mondial.

Les Petits États Insulaires en Développement sont confrontés à de nombreux problèmes qui appellent des réponses urgentes. L'implication de l'ONU et l'engagement personnel du Secrétaire général, Son Excellence Kofi Annan, pour garantir l'existence de Petits États Insulaires en développement, sont un élément d'espoir.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs

Les atrocités de la guerre civile et la déstabilisation politique permanente de certains de nos pays sont des malheurs qui ne font qu'accentuer davantage notre vulnérabilité.

Ces dernières années, mon pays a été victime d'une grave crise qui a failli ébranler les bases même de l'État. Aujourd'hui heureusement, les Comoriens, avec l'appui de la communauté internationale à qui je renouvelle toute ma gratitude, sont parvenus à enrayer cette crise par la réconciliation nationale, la mise en place d'institutions nouvelles, basées sur la décentralisation, la démocratie et la bonne gouvernance politique et financière.

Certes mon gouvernement mène des actions concrètes pour améliorer la vie de la population et réduire la pauvreté. D'importants investissements ont ainsi été faits dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications, de la téléphonie, des transports et de l'Éducation.

Mais les Comores seules ne pourraient assurer la pérennisation de ses investissements. L'engagement et l'appui des pays amis et des organisations internationales aideraient certainement à jeter les bases d'un développement durable, gages véritables de la stabilité.

Je saisis cette opportunité pour remercier sincèrement la République Populaire de Chine qui assure le financement des travaux de construction et de réhabilitation de notre Aéroport International.

A la République Française, je tiens également à adresser mes vifs remerciements pour le matériel de navigation aérienne qu'elle a bien voulu mettre à la disposition de mon pays.

J'adresse mes plus sincères remerciements à l'Ile soeur de Maurice qui a accepté d'abriter courant 2005, la table ronde des bailleurs de fonds, des donateurs et des amis des Comores.

Aussi ai je l'honneur de convier solennellement, l'ensemble des Petits Etats Insulaires en développement, ici présents, à prendre une part active à cette conférence de Port-Louis en faveur des Comores, et dont la date sera officiellement rendue publique conjointement par les autorités Comoriennes et mauriciennes.

Monsieur le Président

Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies

Excellences

Mesdames et Messieurs

L'Union des Comores propose certaines actions concrètes en vue de garantir la réussite de la mise en oeuvre future de notre Programme d'Action.

Nous appuyons fermement l'idée de mettre en place, dans les meilleurs délais, des systèmes régionaux de coordination en matière de systèmes d'alerte rapide pour la gestion des catastrophes.

L'Union des Comores plaide pour un engagement sincère de toute la Communauté internationale en faveur des pays en développement et surtout pour un effacement pur et simple de la dette.

L'Union des Comores propose que soit réservé un accès spécial et différencié aux Petits Etats Insulaires au niveau des mécanismes de financement intervenant actuellement dans le cadre du développement.

Enfin, à l'instar du mécanisme de prévention et de résolution des conflits, en Afrique notamment, nous préconisons un mécanisme de consolidation de la paix et de la réconciliation, ce qui éviterait des rechutes de crises, fatales pour les populations concernées et dommageables à tous les efforts consentis pour les enrayer.

Je souhaite de tout coeur que la mise en oeuvre future de notre plan d'action soit couronnée de succès et ouvre la voie du développement et de la croissance à nos pays respectifs.

Je vous remercie